

Dynamiques et tensions d'un « archipel participatif » en devenir : le cas de la mobilisation contre les forages d'hydrocarbures en Moselle-Est

Introduction

Très modestement, cette communication se présente comme l'amorce d'une recherche exploratoire visant à décrire une mobilisation en train de se constituer (la mobilisation récente contre des forages d'hydrocarbures non-conventionnels –HNC– en Moselle-Est) et à formuler des hypothèses sur les difficultés des collectifs et individus concernés à aboutir à une organisation cohérente et à élaborer une « action collective » au sens où elle est définie et interrogée par Daniel Cefaï dans *Pourquoi se mobilise-t-on ?* (2007) : « une tentative de constitution d'un collectif, plus ou moins formalisé et institutionnalisé, par des individus qui cherchent à atteindre un objectif partagé (...) » (Cefaï, 2007 : 12). Nous montrerons, en nous appuyant sur une enquête ethnographique en cours, et en portant une attention particulière aux aspirations aussi bien convergentes que contradictoires des personnes mobilisées, que cette définition amène à poser le constat d'un relatif échec de la mobilisation anti-HNC en Moselle à déterminer une action commune efficace, mais soulignerons la vitalité, au-delà de la seule revendication environnementale, des multiples expérimentations démocratiques et collaboratives auxquelles se livrent les citoyens mobilisés, dans le cadre de leur lutte ou en marge de celle-ci.

En effet, alors que cette mobilisation s'effectue sur le terrain d'une lutte environnementale, et paraît centrée sur une revendication unanime (lutter contre des forages d'HNC), d'autres enjeux, de nature sociale et politique (construire une nouvelle dynamique démocratique, expérimenter de nouveaux modes d'exercice de la citoyenneté et un vivre-ensemble caractérisé par la coopération et la délibération...) finissent par prendre le pas sur l'objectif initial, et contribuent à la fois à compliquer l'action collective et à enrichir les expérimentations démocratiques mises en œuvre, les visées secondaires – ou, si l'on préfère, les composantes sociale et politique de la mobilisation - s'avérant finalement plus fructueuses et inventives que la stricte revendication environnementale.

Genèse et identification d'une mobilisation en devenir.

Préalablement à toute description et tentative d'analyse des dynamiques et des tensions qui travaillent la mobilisation anti-HNC en Moselle, il importe d'en préciser l'origine et d'en tracer une rapide cartographie. En septembre 2015, une enquête publique ouverte dans trois communes de Moselle-Est révèle à la population l'existence de projets de forages exploratoires de gaz de couche, un hydrocarbure non-conventionnel voisin du gaz de schiste. Ces projets, mais aussi la manière dont ils sont imposés, en catimini, pas les pouvoirs publics, entraînent la formation immédiate d'une opposition citoyenne locale. Cette opposition, initialement dédiée à une lutte environnementale, s'avère comprendre en réalité une forte dimension politique, en réaction à ce qui est perçu comme l'imposition, par l'Etat, sans concertation préalable avec les citoyens, de ces projets de forages. Au gré du calendrier de l'enquête publique, des débats organisés dans les municipalités, des rencontres, des réunions..., les individus opposés aux forages et/ou révoltés par ce qu'ils considèrent comme un « déni de démocratie » (les autorisations préfectorales ont été accordées sans prise en compte ni des résultats de l'enquête publique, ni des pétitions présentées, ni des votes – purement consultatifs – des conseils municipaux) se structurent, se rassemblent voire se

séparent durant tout l'hiver, jusqu'à ce que coexistent plusieurs groupements d'individus plus ou moins formalisés : à côté d'une association locale créée en novembre 2015, sont créés plusieurs collectifs informels (deux collectifs « divergents » qui s'écartent de certaines visées et de certains choix de l'association initiale, notamment en ce qui concerne le répertoire d'actions à mobiliser ; un collectif créé en décembre 2015, dont les membres sont tous également membres de l'association).

Ces groupes locaux, créés en réaction à un ensemble de projets déposés en même temps par un même industriel sur différentes communes, et rejoins lors de certaines actions par des individus isolés, seront désignés dans cette contribution « Sphère GDC¹/Local ». Ils sont en lien avec des dizaines d'autres collectifs anti-HNC français *via* une « coordination nationale » qui cherche à fédérer ces groupes autour d'actions et de projets communs. Tous ces collectifs extérieurs (que nous nommerons ici « Sphère GDSC²/National »), nés pour la plupart en 2010-2011 lors de la médiatique controverse contre le gaz de schiste ayant abouti à la loi Jacob de juillet 2011³, ont été appelés à la rescousse par les collectifs locaux, qui les ont identifiés *via* Internet et sollicités pour en obtenir appui, informations et conseils.

Début 2016, on recensait ainsi plusieurs dizaines de collectifs et d'associations locales, nationales, régionales, enrichies d'individus isolés, gravitant autour de l'association locale sans qu'elle constitue pour autant un centre. L'effort des différents groupes constituant cet archipel va porter, dans les premiers mois de 2016, sur la mise en œuvre d'un projet commun : l'organisation collective d'un « camp Lorraine », nommé « Breakfree – Libérons-nous des énergies fossiles » organisé en Moselle à l'initiative de la Coordination nationale durant un week-end du mois d'août 2016. L'objectif de ce rassemblement, outre l'information des militants et du grand public, était 1) de rassembler les collectifs autour d'une action commune ; 2) de permettre à des représentants des différents collectifs de se rencontrer et de créer du lien, et 3) de mutualiser les connaissances et expériences, les militants de la sphère « GDSC/National » ayant développé, depuis 2010, une expertise technique sur les hydrocarbures non-conventionnels, mais aussi une expertise politique des processus institutionnels et politiques par lesquels les choix énergétiques sont faits en France. Ces aspects, les citoyens de la sphère de la sphère « GDC/Local » les découvrent seulement, mais ils connaissent parfaitement les projets de forage locaux. Il s'agissait donc d'élaborer ensemble des savoirs militants collectifs pour affiner notamment l'expertise des acteurs locaux de l'opposition. Pendant trois jours, ces collectifs apprendront donc à se connaître, à vivre ensemble, à construire un projet d'action commun, lors de tables-rondes, d'ateliers participatifs et d'autres moments d'échange.

Cet événement a été un révélateur puissant des dynamiques mais aussi des tensions à l'œuvre au sein des collectifs et associations dédiés à la lutte contre les hydrocarbures non conventionnels. En effet, si partager un combat commun (le refus de voir se développer les forages de gaz de couche en Moselle) devrait impliquer une possibilité d'action commune, dans les faits cela ne va pas de soi. Réussite par certains aspects, échec par d'autres, ce rassemblement témoigne à la fois d'une véritable dynamique démocratique et collaborative – encore expérimentale – et de tensions internes fortes, concernant notamment les formes de participation à mettre en œuvre, les modes de gestion des projets communs, et le rapport même au *pouvoir*. Par exemple, la lutte doit-elle passer par la participation aux processus de concertation institués (enquêtes publique, comités de suivi des forages...), ou doit-elle se caractériser par un refus absolu de tout encadrement étatique des pratiques participatives? Les militants ne partagent pas non plus la même conception des pratiques citoyennes à substituer

¹ Gaz de Couche.

² Gaz de Schiste et de Couche.

³ Loi interdisant la fracturation hydraulique.

aux dispositifs institués : structures horizontales ou acceptation d'une certaine verticalité ? association ou collectif ? acceptation d'une certaine politisation (*via* le Parti pour la Décroissance, en particulier, présent dans la lutte contre les hydrocarbures non-conventionnels sans pour autant faire l'unanimité parmi les militants) ou total apolitisme ? Autour de ces options abondamment discutées dans « les cercles de la lutte » – expression souvent utilisée en interne, et qui désigne bien l'aspiration à une structure horizontale, égalitaire, et (théoriquement) harmonieuse –, ces mouvements cherchent comment faire société et expérimentent, de manière parfois désordonnée, plusieurs modèles. Examiner les points de convergence et de divergence qui se sont faits jours pendant ce rassemblement permet de comprendre les difficultés des collectifs présents à créer du sens et à fonder une action commune, mais interdit cependant de conclure trop vite à l'échec de cette coalition.

Convergence(s) : de l'urgence environnementale au besoin de démocratie

L'observation des échanges entre la trentaine de participants au « Camp Lorraine » (hors visiteurs ponctuels) et les entretiens menés durant l'événement ont permis d'identifier un socle de valeurs et d'aspirations communes à ces militants, dont beaucoup ne sont pas environnementales : rejet de la démocratie représentative, désir d'émancipation politique et économique, choix de la sobriété, énergétique notamment. Trois convictions et aspirations majeures se dessinent :

- 1) La conscience d'une urgence environnementale qui implique une refondation des modes de consommation et, plus largement, de vie. Consommer moins, consommer autrement, apparaît à tous comme une nécessité. C'est ce qui explique que la quasi-totalité des militants anti-HNC sont aussi impliqués dans des structures en lien avec l'efficacité énergétique (Association Négawatt, associations décroissantes) et surtout la production alimentaire (AMAP, réseau « Semences paysannes », « Tiers-lieu » dédié au « développement alternatif en écologie, en économie sociale et solidaire » ; « Villa Liberta », une « expérience agraro-politique » (Zask, 2016 : 14) dédiée d'une part à la recherche d'autonomie alimentaire et énergétique (expérimentations en agriculture vivrière : culture sur buttes, agro-foresterie) et d'autre part à une tentative de mise en application d'un « vivre ensemble » démocratique et solidaire, sur le modèle de ce qui se pratique dans les « maisons de la résistance » de Notre-Dame des Landes et de Bure (centre d'enfouissement de déchets radioactifs en Meuse).
- 2) Le rejet d'un système politique perçu comme non-démocratique, sourd aux aspirations environnementales des populations et, donc, à leur bien être et à leur santé. Ce rejet s'appuie pour la plupart des personnes présentes sur l'expérience de processus consultatifs (enquêtes publiques, comités de suivi) qui leur paraissent être des leurres, les décisions censées être prises au terme de ces processus l'étant déjà bien en amont, et la procédure participative ou consultative relevant davantage d'une tentative de domestication de l'opposition (Neveu, 2011) que d'une réelle sollicitation des avis du public. Ces expériences manifestent, du point de vue des militants, un refus par les pouvoirs publics et les décideurs d'une réelle participation citoyenne, et leur volonté de maintenir à tout prix l'autorité et les prérogatives que leur confère le système représentatif. Pour la plupart des militants concernés, l'imposition autoritaire par l'Etat des projets de forages exploratoires de gaz de couche entraîne ou conforte un rejet (parfois préexistant) de la démocratie représentative et, partant, le choix de l'abstention politique pour les prochaines échéances présidentielles, non par désintérêt pour les affaires publiques, mais comme critique radicale de la représentation.

3) Découlant de ce rejet du politique, qui lui-même est nourri de la non-prise en compte, par l'Etat, des aspirations environnementales, les militants partagent une aspiration profonde à une transition à la fois écologique et démocratique, à l'invention de pratiques nouvelles de citoyenneté, basées sur la participation et sur l'élaboration de nouvelles règles du vivre-ensemble. Dans et hors de la lutte contre le gaz de couche, ces individus, au sein de collectifs multiples, cherchent à renouveler l'expérience de la citoyenneté en participant à des initiatives comme les Nuits Debout, les Cafés Repaires... où ils expérimentent les possibilités d'un vivre-ensemble fondé sur l'échange, la co-décision et l'entraide.

Ces convergences expliquent que l'organisation du « camp Lorraine » a été le lieu, tout naturellement, de choix à la fois collaboratifs, éthiques et solidaires : mutualisation des hébergements, co-voiturage, cantines participatives à prix libre, approvisionnement en circuit court chez des producteurs bio, autant de choix ayant fait l'objet d'un consensus immédiat. Toutefois, le « Camp Lorraine » a également révélé des tensions qui travaillent les cercles militants. Ces tensions relèvent non pas tant de l'agir que du politique, et du rapport au(x) pouvoir(s).

Divergences : le rapport au politique, de l'acceptation partielle à la critique radicale du « système ».

La critique unanime du politique, les aspirations environnementales, le souhait d'un « vivre ensemble » parfaitement égalitaire et démocratique n'empêchent pas les débats internes en ce qui concerne le rapport au pouvoir et aux dispositifs gouvernementaux de consultation/participation. Les divergences, en effet, sont nombreuses, et si les militants savent les surmonter pour fédérer leurs luttes, certaines entraînent par moments des crises dans la cohésion des acteurs de la lutte, voire affaiblissent son efficacité.

Signalons d'abord, en ce qui concerne le refus des hydrocarbures non-conventionnels, que les motivations mêmes de ce refus sont diverses : elles vont de la peur de perdre en qualité de vie, pour les riverains (ce qu'on a appelé, péjorativement, le syndrome « NIMBY », Not In My Backyard, et qui caractérise une minorité d'opposants) à des convictions universalistes et écologistes : nécessité de diminuer l'émission de gaz à effet de serre afin de ralentir le dérèglement climatique ; nécessité de développer des énergies alternatives ou « vertes » plutôt que continuer à tout miser sur les énergies fossiles... Entre ces deux extrêmes, qui vont de l'intérêt le plus individuel et le plus local à une préoccupation universelle – et qui se trouvent souvent réunis en une même personne –, toute une gamme d'autres motivations coexistent, qui vont du refus de voir dégrader les paysages à la solidarité avec d'autres peuples du monde agressés par l'extractivisme (Bednik, 2015). Généralement compatibles entre elles, ces motivations se heurtent dans quelques cas, lorsque sont en jeu des convictions politiques ou sociétales autres qu'environnementales. Ainsi, le rapport à la consommation énergétique ne fait pas nécessairement consensus, entre « décroissants » qui formulent avec une radicalité parfois mal perçue leur injonction à cesser de consommer et personnes qui se reconnaissent dans l'impératif de « sobriété » sans aller jusqu'au renoncement aux avantages de la vie moderne.

Plus fondamentale est la différence d'approche des objectifs mêmes de la lutte anti HNC. Au risque de simplifier à l'excès, deux positions s'opposent. D'une part, celle de militants qui, malgré une déception vis-à-vis d'un pouvoir politique perçu comme ayant imposé ces projets sans en informer les populations (ou au terme de procédures consultatives ressenties comme des mascarades), espèrent encore être entendus des élus (locaux, régionaux, nationaux), soit directement (en prenant contact avec les maires, les conseillers départementaux, les députés, le Ministère de l'Environnement), soit indirectement, en essayant de créer des mobilisations

collectives de plus en plus nombreuses, partant du principe que les élus (locaux et régionaux notamment) ne pourront pas ignorer toujours des revendications de plus en plus partagées. Ces militants, qu'on pourrait dire « de sensibilité citoyenne » (car ils se revendiquent « simples citoyens ») font partie, pour la plupart, de la frange la plus âgée de la sphère « GDC/Local » : militants de fraîche date, ils ont expérimenté en une année plusieurs étapes de la participation aux dispositifs institués (enquête publique, commissions de suivi...) et, malgré leur déception de n'avoir pas été entendus et leur sentiment d'être méprisés par les décideurs, n'ont pas encore tout à fait désespéré de leurs élus et espèrent encore les convaincre par le sérieux de leurs arguments et leurs revendications modérées (qui portent notamment sur la demande de meilleurs contrôles des forages par la DREAL). Ceux-là présentent les caractéristiques des publics de la participation instituée tels qu'ils ont été décrits et identifiés par la recherche en sciences sociales et résumés par Guillaume Petit : « propriétaires, diplômés, disposant d'un revenu au moins médians, blancs de peau et de cheveux » (Petit, 2015 :7), et disposant d'un fort « capital d'autochtonie » (Retière, 2013). Ce public « classique » de la participation aurait volontiers pris part à tout dispositif institutionnalisé qui aurait abouti à une prise en compte même minimale de ses demandes. C'est la pauvreté de l'offre en dispositifs de cette sorte, l'inégalité qui a régné au sein de ces dispositifs, la disqualification systématique des riverains opposants par les organisateurs (préfet, maires, présidents de communautés de communes, sans même parler des industriels) qui ont provoqué leur désinvestissement.

D'autre part, une autre partie des militants ne cherche absolument pas à agir sur les élus, et sont convaincus de l'incompétence, de l'autoritarisme voire de la corruption de ces derniers. Pour ceux-là, que l'on peut considérer comme de « sensibilité alternative », la seule démocratie possible est une démocratie horizontale, dont le fonctionnement est encore à inventer, et ils s'y emploient. Ces militants correspondent aux « alternatifs » décrits par Sandrine Rui et Agnès Villechaise-Dupont : « Plutôt jeunes et peu impliqués dans la vie de quartier, ils ont un mode d'appropriation de l'espace urbain très politisé et se revendiquent des mouvements altermondialistes. Leur militantisme s'exerce autour de causes globales, généralement jugées plus nobles que la défense du cadre de vie. Très critiques à l'égard des pouvoirs municipaux en place, quels qu'ils soient, ils sont les premiers à considérer que la participation institutionnalisée est aux antipodes de l'idéal démocratique qu'ils disent appeler de leurs vœux⁴. » (2005 : 27). Comme les Indignés, dont ils reconnaissent l'héritage, ils « semblent avoir fait leur deuil de la capacité d'agir des Etats face à une économie mondialisée et financiarisée (...). Ils se veulent inventeurs, accoucheurs d'autres voies pour la démocratie » (Jacques Ion, 2012 : 53-54).

Les tendances militantes en présence relèvent donc de catégories classiques et bien connues ; la particularité de la lutte contre le gaz de couche en Moselle est qu'elle met en contact des univers militants (mais aussi sociaux, culturels...) qui s'ignoraient jusqu'ici, qui n'ont jamais coopéré et qui ont comme principal point commun, hormis les convergences idéologiques relevées plus haut, une mutuelle bienveillance. Les différences de visées entre ces sensibilités, ne devraient pas être incompatibles : refuser les énergies fossiles, proposer une société plus égalitaire, développer une critique radicale du politique, pourraient être des visées coexistant en un même mouvement. Ce qui fait qu'elles empêchent une vraie cohésion et bloquent l'action, ce sont les moyens et les mises en œuvre qu'impliquent ces visées. En effet, ces visées impliquent un message différent (interdire ou, à défaut, réguler l'exploitation d'hydrocarbures non-conventionnels vs critiquer radicalement le système politico/financier), des cibles différentes (des décideurs qu'on espère convaincre vs les autres indignés du

⁴,

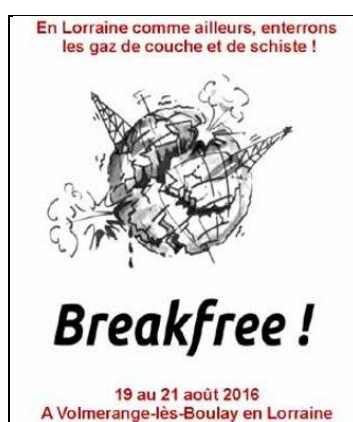
monde), et donc des visées et des matériaux discursifs radicalement autres (convaincre vs soulever, – pour simplifier).

La différence entre 2 approches, l'une, schématiquement, « citoyenne », l'autre « alternative » au sein d'une même lutte, a des conséquences sur les choix énonciatifs : la tendance « alternative » s'est ainsi dotée de slogans et de formules dont la forme même témoigne de leur absence de compromissions (« Gaz de schiste et de couche : Ni ici, ni ailleurs ; ni aujourd'hui, ni demain ») et de leur irrévérence vis-à-vis du pouvoir (« Le gaz se paie, les politiques s'achètent»). Les noms même de ces collectifs sont plus radicaux : alors que les opposants aux forages de la sensibilité « citoyenne » trouvent des formules et des nominations gentiment incitatives (« Protégeons notre cadre de vie ») et des slogans déclaratifs (« L'État ne protège pas les populations »), les collectifs plus radicaux se sont dotés de noms en forme d'injonction ou de refus : « Stop gaz de couche », « Non au gaz de couche », « Bastagaz », « Houille ouille ouille », et accompagnent leurs manifestations de slogans plus volontiers irrévérencieux (« Gaze pas les houilles ! »). Pour ces militants, la respectabilité, condition de toute persuasion, est non seulement inutile, mais même suspecte, alors qu'une argumentation fondée sur des données rationnelles, une énonciation courtoise, une certaine *posture* modérée, paraissent aux citoyens de la sphère GDC/local tendance « citoyenne » indispensables à leur crédibilité.

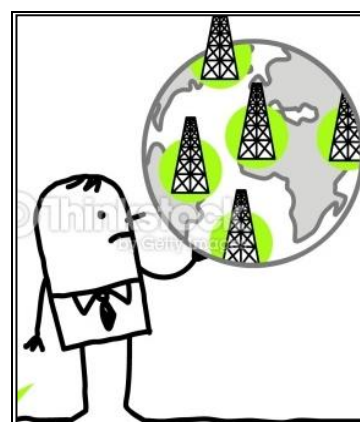
Lors de la préparation du « camp Lorraine » et de ses supports de communication, ces différentes approches se sont cristallisées autour du choix du visuel. A la demande du collectif du Nord (« alternatifs »), un dessinateur a réalisé le visuel (1). Consultés, les membres de l'association locale (sensibilité « citoyenne ») ont jugé la présence du squelette excessive, et ont demandé la modification du visuel, qui a été acceptée (visuel 2).



(1)°Première version du visuel



(2) Version définitive après modification



(3) Visuel utilisé par l'association locale lors d'une « marche » en Moselle

Détail signifiant : l'association locale avait utilisé, lors d'une « marche citoyenne » qu'elle avait organisée en mars, un visuel (3) dont la Coordination nationale n'a pas eu connaissance. Les différences entre ces visuels (la dynamique des cassures et explosions de la planète « Breakfree », opposée au statisme de la planète (3) et à l'attitude résignée et perplexe du personnage) n'empêche pas une convergence en terme d'analyse de la situation environnementale et de perception du risque (un envahissement de la planète par les forages d'hydrocarbures), le visuel (3) se bornant toutefois à constater tristement une prolifération des forages (*via* un petit personnage... cravaté !) quand le visuel « Breakfree » anticipe sur ses effets dévastateurs et la destruction prochaine de la planète dans un souci de frapper l'imagination. Au cœur de ces différences : des visées persuasives distinctes, le visuel (3) visant à alerter les habitants des communes concernées sans les brusquer, le second visant à

bousculer des citoyens jugés passifs et reposant sur des convictions déjà partagées par les militants écologistes dans leur ensemble.

Autre sujet de clivage, et non des moindres : la participation –ou non– aux dispositifs de consultation et de participation institutionnalisés, notamment aux comités de suivi des travaux de forage, dont l'un a été institué par une mairie, l'autre par la préfecture. Consultés sur ce sujet, les militants nationaux, dans leur majorité, déconseillaient la participation des locaux à ces comités, arguant que cette participation est toujours instrumentalisée pour servir de caution à l'alliance Etat/Industriel et qu'il s'agit en réalité de dispositifs de domestication de l'opposition. Les « locaux » favorables à la participation considéraient, pour leur part, que le comité de suivi était le seul lieu où pouvait être mise à leur disposition une information sur les opérations techniques, et que leur crédibilité leur imposait d'accepter l'information, même « officielle ». Les discussions entre ces deux approches ont abouti, à l'issue d'un vote à main levée au sein de l'association et des collectifs locaux, au choix de la participation, qui l'a emporté à une très courte majorité.

Ces différences d'approches relèvent bien sûr des divergences classiques qui peuvent naître dans tout groupe humain. Pourtant, elles compliquent l'élaboration d'actions communes, lorsque, par exemple, des militants portant masques à gaz viennent renforcer une marche voulue pacifique et citoyenne. C'est évidemment le sort de bien des manifestations que d'être détournées de leur objectif initial par des participants animés d'intentions différentes ; la particularité de cette mobilisation est que les divergences s'expriment au sein d'une même lutte et qui, de surcroît, ne mobilise pas plus d'une centaine de personnes.

L'une des explications à ces dissensions est que la mobilisation anti-HNC est récente en Moselle, et qu'elle rassemble des formes de militantismes qui ignorent tout les unes des autres. L'absence de tradition militante, on pourrait même dire : de langage militant commun, doit être surmontée et nécessite des apprentissages. Ceux-ci ne se font pas toujours sans heurts. Par exemple, lors du camp Lorraine, certaines « assemblées générales de la lutte » se déroulaient selon le dispositif des « Nuits debout », hérité des « Indignés » : il s'agit d'encadrer l'expression des réactions et commentaires, de distribuer les tours de parole et les réactions au moyen de gestes codifiés, expliqués en début de réunion par un modérateur. Cette codification, censée éviter les oppositions trop vives et la monopolisation de la parole par un seul, évite les développements hors-sujet et garantit – en théorie – la libre expression de chacun. Ce dispositif, pourtant, n'est pas sans défaut : employé lors de réunions rassemblant des familiers de ce code mais aussi des personnes n'ayant jamais participé à aucune « Nuit Debout », il peut exclure ceux qui ne le maîtrisent pas. En effet, en cas de discussion conflictuelle, l'inscription des tours de parole (on laisse la parole aux locuteurs dans l'ordre où ils lèvent la main) peut parfois empêcher la réponse, l'apport de précision, la rectification ou la réfutation dans la mesure où la réponse de la personne contredite peut arriver à contretemps. Lors d'une réunion, une personne « locale » ne maîtrisant pas le code a suscité un large consensus contre elle suite à une de ses prises de position ; elle a été mise en cause par des locuteurs successifs, sans possibilité de reprendre la parole pour se justifier puisque d'autres s'étaient inscrits avant elle pour poursuivre l'accusation. Elle a ressenti – ainsi que plusieurs autres participants – cette discussion comme un procès, où elle est devenue simple spectatrice de son accusation, d'où le sentiment d'avoir subi une forme de violence. Dans ce sens, il semblerait que les modes d'échange horizontaux ne sont pas nécessairement synonyme d'inclusion ni de coopération. Dans d'autres cas (observés lors du Camp Lorraine), ce dispositif peut nuire au dialogue et ne permettre que des énoncés successifs d'avis, au détriment de l'échange et surtout de la co-construction d'un sens ou d'un projet : en effet, la succession préalablement déterminée des tours de paroles empêche les interactions... et donc nuit à l'idée même de délibération, une délibération étant « jugée de qualité si elle est

inclusive et permet un échange raisonné d’arguments entre participants » (Julien Talpin, *Dicopart*).

D’autres difficultés pourraient être évoquées, pour contribuer au diagnostic des difficultés que rencontre une jeune mobilisation à se coordonner et à proposer des actions communes efficaces : la tendance actuelle des militants à préférer des relations de type horizontal, à privilégier leur autonomie, à rejeter toute organisation, décrite par Jacques Ion dans *S’engager dans une société d’individus*, les amène souvent à refuser la structure de l’association (« Dès qu’il y a un président, il y a quelqu’un qui prend le pouvoir », dit un citoyen mobilisé contre les forages) et donc à priver la mobilisation de ce qui fait la force de cette structure : le lien, la co-responsabilités, l’engagement dans la durée, la possibilité de facilités matérielles (mise à disposition de salles...) et jusqu’à la possibilité d’ester en justice. Refuser de se structurer peut donc limiter le répertoire d’action de la mobilisation. D’autre part, du moins en ce qui concerne les organisations militantes locales, il semblerait que l’engagement individuel ou le lien à un collectif ne soit pas pensé en terme d’*appartenance*, et puisse entraîner un engagement moindre, par rapport à une association, et une facilité accrue à se désengager. Enfin, les outils numériques, s’ils facilitent le développement de lieux de débats, d’expression libre, de circulation des idées et des informations (Dagmy *et Al.*, 2016), peuvent aussi être un facteur de décomposition et de dispersion de l’action militante, et, en définitive, de démobilisation. Le militant d’aujourd’hui est impliqué dans des causes multiples, sans forcément de continuité dans son engagement – c’est « l’engagement distancié » déjà théorisé par Jacques Ion, ou le « click activisme » étudié par Gilles Pleyers (2013) ; la mobilisation numérique permet le multi-positionnement, le désengagement rapide, le « turn-over militant » et semble, dans le cas des collectifs anti gaz de couche comme ceux d’Amnesty international étudiés par Aude Serrat *et al.* (2016), fragiliser la cohésion de la mobilisation naissante. De fait, en ce qui concerne la lutte contre le gaz de couche en Moselle, blogs, sites et autres comptes Facebook se sont multipliés au point de présenter une physionomie aussi fractionnée que les collectifs physiques qui les animent. Ainsi, en ne s’intéressant qu’aux supports numériques créés et animés par les militants mosellans, on compte pas moins de 5 supports collectifs (sans compter les dizaines de pages personnelles et les de blogs émanant de la sphère « CGSC/National »). Cette dispersion peut être dommageable à la lutte parce qu’elle complique la visibilité des collectifs et occasionne une perte de temps et d’énergie, les auteurs des supports numériques passant beaucoup de temps à chercher l’information pour trouver souvent la même. Surtout, il semblerait que cet activisme numérique, dans le cadre qui nous intéresse, ne permette pas la création d’espaces d’action politique efficace puisqu’il n’atteint toujours que .des internautes déjà engagés dans des luttes environnementales : militants, amis ou proches de militants...

Conclusion

L’observation des mécanismes de décomposition/recomposition de l’archipel de la mobilisation aux forages de gaz de couche en Moselle, celle des expérimentations collaboratives et délibératives que les opposants mettent en œuvre ou auxquelles ils participent, permet de mieux cerner les liens entre un combat environnemental et des valeurs politico/économiques (participation, solidarité, autonomie...), et souligne les convergences entre les revendications environnementales et l’aspiration à une organisation sociale égalitaire, participative et locale, dans la lignée de la réflexion de Joelle Zask (2016). Mais aboutir à ce type d’organisation semble rester un défi : l’observation de la préparation du Camp Lorraine et des réunions qui l’ont animé a montré que, dans des situations polémiques, l’échange d’opinions pouvait se limiter à l’énonciation successive d’avis, sans échange réel et sans tentative même de convaincre autrui, comme si la persuasion était elle aussi un pouvoir exercé sur autrui, l’indice d’une domination, et se trouvait, de fait, délégitimée. Cette

difficulté à fédérer des militants et à co-construire des décisions interroge la possibilité même d'une participation citoyenne à plus grande échelle ; elle montre aussi que la recherche de dispositifs délibératifs et collaboratifs efficaces reste à construire, au sein même de leurs plus chauds partisans.

Le bilan de ces expérimentations parcellaires, toujours à refaire, n'est pourtant pas négatif. Parmi les expérimentations démocratiques auxquelles les membres des collectifs lorrains contre le gaz de couche sont associés, plusieurs sont durables : les AMAP, le SEL, le Tiers-Lieu, toutes celles qui relèvent d'initiatives plus économiques et sociales que politiques, fonctionnent plutôt bien. En revanche, la question des potentialités de transformation de la décision publique par ces initiatives laisse moins de raisons d'espérer, l'opposition au gaz de couche en Moselle n'étant absolument pas entendue du pouvoir local qui, au moyen d'une disqualification radicale, « fait bloc » avec l'industriel contre les collectifs citoyens, et utilise les quelques dispositifs participatifs ou consultatifs qu'elle propose comme un outil de neutralisation de l'opposition. Il est vrai que, plus encore que d'autres sujets, les choix énergétiques ont toujours été l'apanage des gouvernements, et la demande citoyenne de participation à ces choix apparaît encore bien souvent aux gouvernants comme une incongruité. Quant à aboutir à la création d'un espace public alternatif (ou subalterne) (Fraser, 2003), cet objectif reste difficile à atteindre, les participants à ces espaces étant toujours les mêmes, qui circulent d'une initiative à une autre, sans parvenir à y associer des interlocuteurs extérieurs (notamment politiques) qui permettrait aux revendications et aux solutions élaborées en commun de sortir du « cercle ».

Enfin, les expériences démocratiques menées dans le sillage de la lutte anti gaz de couche témoignent, conformément à ce que tendent à démontrer la majorité des recherches de ces dernières années, d'une contestation grandissante de la démocratie représentative, qui évolue, même chez les acteurs de la sensibilité « citoyenne », vers un renoncement total à prendre place dans des dispositifs de consultation et de participation citoyennes instrumentalisés. Pour reprendre la terminologie de Francis Chateauraynaud (2011), des modes de critique qui n'avaient initialement qu'une visée régulatrice (améliorer les contrôles des forages, développer la consultation des populations dans les choix d'aménagements et énergétiques qui les concernent) se sont mués en quelques mois en une critique radicale du système, transformant du même coup une *controverse* en *protestation collective* : ainsi, la disciplinée association locale vient de quitter, en claquant la porte, la commission de suivi local.

Marieke STEIN,
Centre de Recherche sur les Médiations (CREM),
Université de Lorraine
marieke.stein@univ-lorraine.fr

Références

BEDNIK, Anna (2016), *Extractivisme. Exploitation industrielle de la nature : logiques, conséquences, résistances*, Paris, Le passager clandestin.

BLONDIAUX, Loïc (2008), *Le Nouvel esprit de la démocratie*, Seuil, La République des idées.

CADEL Cynthia (2015), « Regard psychosocial sur la participation citoyenne du point de vue des habitant-e-s », Communication aux journées doctorales du GIS Participation du public, décision, démocratie, <http://www.participation-et-democratie.fr/fr/content/regard-psychosocial-sur-la-participation-citoyenne-du-point-de-vue-des-habitant-e-s>

CEFAÏ, Daniel, (2007), Pourquoi se mobilise-t-on ? La Découverte, coll. « bibliothèque du Mauss ».

CEFAÏ, Daniel & al. (2012), « Ethnographies de la participation », *Participations*, 4, pp.7-48.

CHATEAURAYNAUD, Francis, (2011), Argumenter dans un champ de forces. Essai de balistique sociologique, Paris, PETRA, coll. « Pragmatismes ».

FRASER, Nancy, (2003), « Repenser l'espace public : une contribution à la critique de la démocratie réellement existante », dans E. Renaut et Y. Sintomer (dirs.), *Où en est la théorie critique ?*, Paris, La Découverte, pp.103-134.

TALPIN, Julien, notice « Délibération » in CASILLO et al. (dir), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, <http://www.participation-et-democratie.fr/it/dico/democratie-participative>.

ION, Jacques (1997), *La Fin des militants ?*, Paris, Editions de l'Atelier.

ION, Jacques (2012), *s'engager dans une société d'individus*, Paris, Armand Colin.

NEVEU, Catherine (2011), « Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ? », *Participations*, De Boeck Supérieur, n°1, pp. 186-209.

PETIT, Guillaume (2015), « Le sens de l'engagement participatif : parcours de participants et espace social de la participation », Quatrièmes journées doctorales sur la participation du public et la démocratie participative, 13 & 14 Novembre 2015, Université de Lille 2, <http://www.participation-et-democratie.fr/fr/content/le-sens-de-lengagement-participatif-parcours-de-participants-et-espace-social-de-la>

PLEYERS, Gilles (2013), « Introduction », *Réseaux*, n°181.

RETIERE, J-N. (2013), « Capital d'autochtonie », in CASILLO et al. (dir), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, <http://www.participation-et-democratie.fr/it/dico/democratie-participative>

RUI, Sandrine, VILLECHAISE-DUPONT, Agnès (2005), « Les associations face à la participation institutionnalisée : les ressorts d'une adhésion distanciée », *ERES*, « espaces et sociétés », avril, n° 123, pp. 21-36.

SERRAT, Aude *et al.* (2016), « Les transformations de l'agir militant par les pratiques numériques. L'exemple d'Amnesty International France », in DAGHMI F., TOUMI F., ABDERRAHMANE A. (dirs.), *Médias et changements. Formes et modalités de l'agir citoyen*, Paris, L'Harmattan, coll. « Communication et civilisation ».

ZASK, Joëlle (2016), *La Démocratie aux champs*, Paris, La Découverte.